

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

AOÛT 2018

ARR_2018_163	AOTDB_CONFEDERATION_SYNDICALE_DES_FAMILLES_ SECTION_CHENOVE_29.09.2018	1-2
ARR_2018_164	AODP_MJC_CHENOVE_08.09.18	3-4
ARR_2018_165	CAPTURE_DES_CHATS_NON_IDENTIFIES_SANS_ PROPRIETAIRE_OU_SANS_DETENTEUR_VIVANT_EN_ GROUPE_SUR_LE_TERRITOIRE_DE_LA_COMMUNE_ POUR_STERILISATION_ET_IDENTIFICATION	5-6
ARR_2018_166	MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE POUR UN AGENT MUNICIPAL	7-8

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 10/07/2018 formulée par Madame Sylvie BRUAND, responsable de la « **Confédération Syndicale des Familles Section Chenôve** » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 29/09/2018 de 18h00 à 23h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

La Confédération Syndicale des Familles Section Chenôve est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) à l'occasion du « Repas de rentrée de la saison CSF » qui aura lieu **le 29/09/2018 de 18h00 à 23h00 à l'Hôtel des Sociétés de Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.


Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,

Signé par : Patrick AUDARD
Date : 19/09/2018
Qualité : 2ème Adjoint délégué à la
travail, le public et à la
citoyenneté



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants, L.2125-1, et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Code pénal,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 09 juillet 2018 de Madame Nathalie MATA, présidente de **la MJC de Chenôve**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la rue Olympe de Gouges à Chenôve, **le 08/09/2018** dans le cadre du dispositif national « Rue aux enfants – pour tous »,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

La MJC de Chenôve, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper **la rue Olympe de Gouges à Chenôve le 08/09/2018 de 7h00 à 20h00** ainsi que **les cours des écoles maternelle et élémentaire du groupe scolaire En-Saint-Jacques à Chenôve de 12h00 à 20h00**, à l'occasion d'une manifestation qu'elle organise dans le cadre du dispositif national « Rue aux enfants – pour tous ». L'occupation du domaine public est accordée à titre gracieux.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

La MJC de Chenôve, organisatrice, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.

La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'évènement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc.), l'organisateur prendra les mesures de vigilance adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les animations et prestations diverses organisées dans la rue Olympe de Gouges, à l'occasion de la manifestation, devront respecter les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux chefs des services concernés.

Article 11 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 30/08/2018
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,
Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L.211-27,
Vu le code de la santé publique,
Vu le code pénal,
Vu la loi n°99-5 du 6 janvier 1999, relative aux animaux dangereux et errants et à la protection animale,
Vu le code de l'environnement,
Vu le règlement sanitaire départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la convention signée le 27 mars 2018 entre la commune de Chenôve et le Rassemblement des Associations de Protection Animale ne Pratiquant pas l'Euthanasie Libératoire (R.A.P.A.P.P.E.L.),

Considérant la prolifération des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune et le danger pour les personnes ou les animaux domestiques que représente ce phénomène,

Considérant l'exécution de la convention, d'une durée maximum de cinq ans à compter du 1^{er} avril 2018, entre la commune et le R.A.P.A.P.P.E.L. (Maison des associations, Boîte AA7, 2 rue des Corroyeurs, 21068 Dijon cedex), représenté par sa Présidente, Madame Nicole BACQUE, concernant la lutte contre la prolifération de ces chats,

ARRÊTE**Article 1 :**

Les chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe sur le territoire de la commune seront capturés afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification préalablement à leur relâcher dans les mêmes lieux.

Article 2 :

En tant que de besoins, et pendant la durée de la convention conclue entre la commune et l'association R.A.P.A.P.P.E.L., des opérations de capture pourront être effectuées sur le domaine public de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale.

Article 3 :

L'identification de ces chats sera réalisée au nom de l'association R.A.P.A.P.P.E.L.

Article 4 :

La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de Monsieur le Maire et de l'association R.A.P.A.P.P.E.L.

Article 5 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, au R.A.P.A.P.P.E.L., à Monsieur le Directeur Général des Services, au service de la police municipale, aux services de gendarmerie nationale, aux services de la police nationale, ainsi qu'aux chefs des services concernés.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 31/08/2018
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-18 relatif à la compétence du maire chargé seul de l'administration communale,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 11 relatif à la protection des fonctionnaires, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, organisée par la collectivité publique,
Vu la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, notamment l'article 10 relatif aux modalités de fixation des honoraires,
Vu le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit, notamment son article 3 relatif à la décision de prise en charge de la protection fonctionnelle,
Vu le courrier en date du 7 août 2018 par lequel Monsieur Thierry VIEILLARD, Adjoint au chef du service de la Police Municipale, sollicite l'octroi de la protection fonctionnelle,

Considérant l'outrage, la menace de mort ou d'atteinte aux biens dangereuse pour les personnes, dont Monsieur Thierry VIEILLARD a fait l'objet sur son lieu de travail, dans le cadre de ses fonctions, en sa qualité de personne dépositaire de l'autorité publique, le 24 juillet 2018.

Considérant qu'il convient en conséquence d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Thierry VIEILLARD,

ARRÊTE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est accordée à Monsieur Thierry VIEILLARD pour couvrir ses frais de procédure.

Article 2 :

La présente protection comprend l'ensemble des frais de justice inhérents à la procédure pour laquelle elle est accordée (honoraires, plaidoirie, frais d'expertise d'huissier, de déplacement, etc.) sous réserve que ceux-ci ne soient pas jugés excessifs, notamment au regard des pratiques tarifaires habituelles dans la profession et de la nature des prestations accomplies.

Article 3 :

Les frais prévus à l'article 2 ci-dessus seront réglés sur le fondement d'une convention conclue entre l'agent et son avocat et, le cas échéant, entre la commune et l'avocat de l'agent.

Article 4 :

La commune pourra être subrogée aux droits de la victime pour obtenir de la ou des personnes mises en cause la restitution des sommes versées au bénéficiaire de la protection accordée au titre du présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé ainsi que transmise pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de service concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 31/08/2018
Qualité : Maire

